



L'URBANISME COMME PENSÉE PRATIQUE

PENSÉE FAIBLE ET DÉBAT PUBLIC

Yves Chalas

Se pencher aujourd'hui sur la pratique de l'urbanisme et plus largement du gouvernement des villes, c'est en premier lieu constater qu'il existe une floraison d'éléments nouveaux qui interfèrent dans cette pratique, voire qui la déterminent ou l'orientent, et qui, en tout état de cause, la transforment, entre autres :

– le moindre rôle directeur et volontariste des pouvoirs publics, État ou collectivités locales ;

– la décentralisation et, avec elle, un mode d'action publique non seulement moins centralisé, mais moins technocratique et moins rigide ;

– la perte des modèles de référence et le reflux des utopies ;

– le déclin de la planification et, en contrepartie, l'essor de la démarche de projet indissociable de l'idée de programmation ouverte ;

– la multiplication des acteurs et des instances présents dans le champ urbain et corrélativement l'émergence dans ce même champ de capacités nouvelles d'expertise ;

– le décloisonnement des compétences et, accompagnant ce mouvement, la construction de savoir-faire nouveaux, transversaux, qui entrecroisent ou intègrent des approches différentes et partant des secteurs ou des domaines auparavant bien hermétiques les uns par rapport aux autres, tels le social et l'environnement, l'emploi et la ville, ou bien encore la mobilité et la ville, etc. ;

– la montée des contentieux et des refus de toutes sortes qui émanent de la vie associative.

Une question se pose dès lors : tous ces éléments nouveaux ne signifieraient-ils pas ou n'aboutiraient-ils pas, par leurs effets cumulatifs ou d'interrelations, au remplacement de la puissance publique par la gouvernance urbaine ? L'expression de gouvernance urbaine traduit-elle l'état actuel de la pratique urbanistique ? Est-ce qu'il suffit d'observer un ou plusieurs ou même l'ensemble de ces éléments nouveaux à l'œuvre dans la production de la ville pour conclure que la thématique de la gouvernance urbaine est désormais la seule qui mérite attention et réflexion ? Cette thématique apparaît-elle explicitement dans la pratique urbanistique ?

La réponse à cette question est nuancée. La gouvernance urbaine ne constitue pas la seule perspective d'adaptation possible de l'urbanisme aux réalités nouvelles du monde, si l'on entend par ce terme de gouvernance urbaine un mode de production et de régulation de la ville fondé

sur le partenariat de projet public-privé, c'est-à-dire sur la négociation des opérations urbaines entre les représentants de la puissance publique et pour l'essentiel les acteurs économiques. Cette gouvernance urbaine ne serait pas sans réels avantages, mais elle ne serait pas non plus sans inconvénients majeurs. Au registre de ses indéniables atouts, elle présenterait surtout celui de l'efficacité. Par le face à face direct entre personnes du secteur public et du secteur privé, elle permettrait à l'action d'échapper aux lenteurs qu'imposent les méandres des médiations diverses, du juridisme inflationniste et des conflits sociaux. Et sur ce dernier point, la gouvernance serait particulièrement positive et bienvenue, en France surtout, puisqu'elle signerait le passage progressif d'une culture du conflit à une culture de la négociation¹. Au registre négatif de ses limites et de ses déboires, la gouvernance urbaine apparaîtrait comme un risque, comme une menace même pour la démocratie et la citoyenneté, l'intérêt public se verrait ramené à un intérêt catégoriel parmi d'autres dans le jeu de l'action négociée entre partenaires du public et du privé. Le risque d'une dégénérescence de la négociation en marchandage des intérêts publics se doublerait aussi du risque d'une dépolitisation de la vie locale, c'est-à-dire concrètement d'une confusion définitive entre démocratie et gestion², et d'un assujettissement des villes à la seule logique économique, tout cela au nom du réalisme, du pragmatisme et de l'efficacité³.

L'urbanisme, tel qu'il se pratique, s'est-il engagé dans une autre perspective que la gouvernance urbaine ? L'urbanisme hors projet, comme la gouvernance urbaine, intègre les éléments nouveaux issus de l'évolution des villes, des mentalités et des institutions, par bien des aspects même

Page de gauche : la ville du pouvoir, Brasília

1. Gaudin J.-P., Novarina G. (dir.), *Politiques publiques et négociation*, PIR-Villes, Éditions du CNRS, 1997.

2. La première, la démocratie, relève du choix relativement clair et légitimé par le jeu électoral entre des principes différents ou opposés ; la deuxième, la gestion, relève, elle, du compromis entre des principes différents ou opposés.

3. Pour une critique de la gouvernance urbaine, se reporter notamment à Wachter S., *Les politiques territoriales en question*, Notes du Centre de prospective et de veille scientifique, n° 8, DRAST, METL, 1997.

ressemble à la gouvernance urbaine, mais ne s'y réduit pas car il ne se soumet pas à la logique de projet et à la construction d'une hégémonie à laquelle la gouvernance se résout. L'urbanisme hors projet diffère de la gouvernance urbaine notamment en ce qu'il n'entraîne pas la vie locale sur la pente de la dépolitisation et de l'assujettissement à l'imagerie technique, mais qu'il s'inscrit au contraire dans une démarche de repolitisation de la vie urbaine en se présentant, par exemple, comme une offre de politique, de conceptualisation du conflit, envers les habitants. L'urbanisme hors projet, l'urbanisme en liberté, se distingue également de la gouvernance urbaine en ce qu'il ne limite pas la négociation, ou plutôt la recherche de solution dans la production et la régulation de la ville, à un échange entre experts, politiques, techniques et économiques, mais ouvre cette recherche collective de solutions aux habitants et aux usagers «quelconques», de quelques quartiers qu'ils viennent, dans un égal respect pour tous. Enfin ce véritable



Rencontre du maire de Grenoble avec les joueurs de l'Union sportive du village olympique, champions de France de football en salle

urbanisme ne fait pas de l'intérêt général une fiction, ni ne l'oublie. Hors projet imaginaire, il n'est pas absence de projet mais exigence quant à la manière de faire du projet, autre manière de se soucier de l'intérêt général, en se donnant le temps et l'espace pour le composer.

La recherche sur le terrain montre à l'œuvre cet urbanisme questionnant la transformation ou l'évolution de la pratique urbanistique. Chambéry, Grenoble et leurs agglomérations respectives nous offrent de tels terrains, car ces villes constituent depuis très longtemps de véritables laboratoires urbanistiques, au même titre que Dunkerque ou Lille par exemple, qui nous informent sur la refondation de la chose urbanistique, c'est-à-dire sur le nouvel imaginaire aménageur et ses possibles⁴.

La pensée pratique, une pensée faible ?

Que faut-il entendre par pensée faible ? C'est le contraire d'une pensée simple, d'une pensée pétrie de certitudes et orientée vers des perspectives d'avenir clairement tracées. Une pensée faible est une pensée devenue

plus incertaine, plus complexe, moins systématique et par là même moins polémique, moins constituée en doctrine. L'avènement de nouveaux modes d'être au monde, de modes d'agir et de faire dans la société irait de pair avec certaines transformations de notre modernité, ou certaines formes de déclin de celle-ci, ce que d'aucuns nomment la fin de la modernité, comme Gianni Vattimo entre autres, à qui d'ailleurs nous devons l'expression de pensée faible⁵.

L'émergence de la pensée faible caractériserait les périodes de mutations historiques, grandes ou petites, spectaculaires ou discrètes, où la société se situerait dans un entre-deux, entre deux mondes, entre deux cultures, au milieu d'une redéfinition de la transcendance et de l'immanence qui priverait la pensée de repères impératifs et ne lui permettrait que des orientations relatives. La pensée faible est sinon une pensée sans référentiel, du moins une pensée à faible référentiel ou à «référentiel froid». Le référentiel est une construction sociale de la réalité et par conséquent, une représentation ou une vision du monde qui donne un sens à l'action publique, et assure également une certaine cohésion sociale⁶. D'où la possibilité d'appeler non seulement urbanisme hors projet ou à pensée faible mais aussi urbanisme à faible référentiel ou à référentiel froid une certaine forme de développement de l'action publique urbaine sur le terrain.

Cet urbanisme en soi, pratique ou à pensée faible, nous pourrions également l'appeler un urbanisme à légitimité faible, en entendant par légitimité non pas ce qui relève de la légitimation et de la rationalisation a posteriori d'un rapport de force, mais la reconnaissance d'un ordre social commun, fondé en droit et raison. La légitimité faible correspond à une situation ou à un espace dans lequel advient une légitimité différente du pouvoir déjà acquis, une légitimité encore problématique dans son exercice en ce qu'elle ne ressortit pas pour le moment à l'ordre de l'évidence et du consentement social large alors qu'elle en a la possibilité sur le plan culturel. Il y a légitimité faible quand advient un nouveau pouvoir qui souffre d'une accréditation sociale en retrait.

Le prétexte du quartier

Comment se saisir de la pensée faible en urbanisme ? Quels sont les supports premiers ou privilégiés d'expression de la pensée faible en urbanisme à partir desquels espérer non seulement la percevoir et la désigner, mais également la décrypter et en approfondir l'analyse ?

4. Chalas Y., Gaudin J.-P., Genestier Ph., *Intégrer au quartier, intégrer par le quartier : l'échelle du développement social urbain en question*, Rapport de recherche, PCA, METL, 1998.

5. Vattimo G., *La fin de la modernité*, Seuil, 1989.

6. Jobert B. et Muller P., *L'État en action. Politiques publiques et corporatismes*, PUF, 1987. Mais aussi : Faure A., Pollet G. et Warin Ph., *La construction du sens dans les politiques publiques. Débats autour de la notion de référentiel*, Paris, L'Harmattan, 1995.

De même qu'il existe aujourd'hui une floraison d'éléments nouveaux, tels la décentralisation, la multiplication des acteurs et des instances, ou encore la multiplication des modèles, qui influent de manière décisive sur le cours pris par la pratique urbanistique, il apparaît dans le champ des préoccupations de cette même pratique, et construits par celle-ci, de plus en plus d'objets non clairement identifiés, tels la politique de la ville, le développement durable, la prévention des risques majeurs, le quartier⁷. Ces objets sont prétextes à faire de l'urbanisme à pensée faible précisément, à déployer toutes les raisons du retrait du projet.

L'une des manifestations des plus éclairantes de l'imagination des professionnels de la ville, en quête d'une reformulation de l'urbanisme sur la base d'une pensée faible, demeure la pratique de concertation ou de participation des habitants à l'échelle dite de quartier.

Que nous est-il donné à observer au travers de l'urbanisme qui se ressource, voire qui se produit, dans les « unions de quartier », « services-quartiers », « dialogues-quartiers », « démarches-quartiers » et autres associations ou dispositifs où le point de vue des habitants est sollicité ? En premier lieu un paradoxe. Personne dans de telles assemblées ne sait ce que recouvre le mot quartier, mais tout le monde s'accommode de cette situation, et fort bien, un peu comme si le vide ou la béance laissés par l'usage de ce mot était la condition même du surgissement de toutes les expressions et de toutes les découvertes possibles.

Une fois dépassée l'imagerie nourrie de la nostalgie du village dans la ville, le quartier apparaît comme un terme dont il est fait usage régulièrement dans la communication entre élus, urbanistes et habitants, sans pour autant que ce terme désigne une évidence clairement perceptible ou corresponde à une définition minimale préétablie. Il n'est même plus, si tant est qu'un jour il en ait existé un, de sens commun du quartier auquel se raccrocher. Dans ces échanges entre élus, urbanistes et habitants, le quartier désigne des réalités floues, disparates, souvent contradictoires. Il n'est pas vraiment de critère à partir duquel fonder la notion de quartier : ni le périmètre, ni l'architecture, ni l'histoire urbaine, ni la trame urbaine, ni la morphologie spatiale globale, ni la fonctionnalité, ni la composition sociale. Non seulement le quartier n'a pas de réalité bien repérable ou de représentation qui soit partagée par tous, mais, de surcroît, chacun sait, élus, urbanistes et habitants, que les quartiers, tous les quartiers, ne sont plus ce qu'ils étaient, que la vie de quartier a quasiment disparu, que les relations de voisinage se sont considérablement affaiblies, qu'il n'est plus ou peu de solidarité de proximité, que les centres d'intérêts, les amitiés, les parentés, les loisirs, la consommation se situent pour tout le monde aujourd'hui en dehors du quartier.

Alors pourquoi ces réunions sont-elles faites ? Qu'en attendent les participants ? Que s'y passe-t-il vraiment ? Quelle réalité et quels objectifs servent-elles ?

Le quartier est un prétexte, et c'est en cela que le quartier continue aujourd'hui à jouer un rôle et à faire référence.

Dans les réunions dites de quartier, quelle qu'en soit la forme, l'on y invite, l'on y vient, au nom du quartier, et l'on y fait autre chose. Dans ces réunions, il est moins question de quartier à proprement parler que de refonte de l'action



Louis Besson, maire de Chambéry

politique et urbanistique. Le quartier n'est pas une fin en soi, mais un moyen, un support, un terrain ou mieux, un terreau que l'urbanisme utilise pour se révéler et s'éprouver en tant qu'urbanisme pratiquant. Le mot prétexte dans l'expression quartier-prétexte n'est donc pas à comprendre dans le sens péjoratif de faux-fuyant, d'excuse hypocrite ou de complot, pas même au sens plus neutre de semblant, d'apparence, mais au sens dynamique, et peut-être aussi plus positif, d'effecteur d'une translation. Une telle acception se rapproche d'ailleurs du sens premier ou littéral du mot prétexte qui désigne un texte, un objet ou une scène qui n'ont rien de central parce que leur fonction est précisément de précéder, de préparer ou d'introduire au texte, à l'objet ou à la scène essentiels.

Au nombre des paroles d'acteurs recueillies – que ces acteurs, à Chambéry ou à Grenoble, soient urbanistes proprement dits, élus adjoints à l'urbanisme, architectes ou même chefs de projet –, il faut retenir celles-ci qui semblent particulièrement significatives de ce nouvel état de l'urbanisme :

« L'on a bien conscience quand même que le quartier tel qu'il existait est une réalité plutôt en déclin » ; « Le quartier, cela reste une définition de périmètre qui relève vraiment des urbanistes d'il y a trente ans, et on revient là-dessus aujourd'hui » ; « L' élu est confronté soit à des problèmes d'intercommunalité, soit à des problèmes de proximité » ; « La notion de quartier me fait penser à une auberge espagnole » ; « Je trouve que la notion de quartier est quand même une notion très générale. C'est une notion très molle » ; « Le quartier, c'est une autre manière

7. Chalas Y., Gaudin J.-P., Genestier Ph., op. cit.

de faire de l'urbanisme qui tranche avec l'urbanisme du passé»; «Le quartier renvoie à une autre manière de faire de la politique».

Raison des déraisons de la pensée postmoderne

Pourquoi l'action urbanistique cherche-t-elle à se refondre sur la base d'une pensée pratique? Quelle obligation, quelle urgence s'impose à elle? La réponse est en double tiroir, et elle est sinon énoncée directement par les acteurs eux-mêmes, du moins là aussi largement contenue dans leurs propos. La pensée pratique est devenue une nécessité et par là un recours, (ce mot a été prononcé par plusieurs acteurs interrogés), une stratégie également, parce qu'il n'est plus possible à l'action de se développer sur la base d'une pensée théorique unique. Tout acteur est aujourd'hui un acteur à pensée pratique. Et s'il ne se trouve plus ou peu, ou de moins en moins de pensée théorique, d'acteur ou d'action fondés sur une pensée théorique, c'est parce que les temps ont changé, qu'ils sont devenus incertains et que les horizons se troublent. Aucune certitude, aucun modèle, aucune utopie, aucune vision du futur ne s'impose aujourd'hui avec l'évidence, et donc la force, qui fut celle d'hier. Plus rien aujourd'hui ne va de soi. Aussi, s'il n'y a pas plus de



Grenoble : Rencontres d'orgues de barbarie, rue St Laurent

problèmes à résoudre aujourd'hui qu'hier, en revanche, les réponses à ces problèmes sont de moins en moins faciles et de moins en moins garanties. Ce n'est pas l'absence de choix qui complique tout, c'est au contraire le trop grand nombre de choix. Face à une question, à un problème, il n'y a pas un ou deux choix qui se présentent et une ou deux alternatives mais, comme le reconnaissent les acteurs, une multitude complexe de choix et d'alternatives tous et toutes possibles.

Ce que les sociologues appellent «la fin des grands récits»⁸ ne signifie rien d'autre que l'enraiment d'un

processus de production ou d'entretien de fondements et de perspectives historiques grâce auquel dans la société se formaient des unanimités et des unités sociales larges et repérables qui nourrissaient tout autant qu'elles se nourrissaient de l'existence de pensées théoriques. La montée en puissance des refus, des protestations contre tout projet, la multiplication sans précédent des recours et des associations de défenses d'usagers ou de riverains, le scepticisme des habitants, l'esprit critique aiguisé et corrosif du simple citoyen, etc., bref, tous ces nouveaux mouvements épars, éphémères et toujours renouvelés qu'observent avec lucidité les acteurs, dont ils se plaignent parfois, prouvent la fin des unanimités et des unités sociales larges et repérables, et de proche en proche, par une sorte de démonstration à rebours ou récurrente, la fin d'un système social érigé sur la coexistence pacifique ou conflictuelle de pensées théoriques, la fin des grands récits sur les fondements premiers ou ultimes du social et, pour couronner le tout, la difficulté très concrète, très pragmatique dans laquelle se trouve l'acteur qui doit décider, choisir, trancher, trouver des solutions et des réponses non pas seulement acceptables mais acceptées par tous.

Nos sociétés modernes deviennent des sociétés d'incertitude et dans un tel contexte, les systèmes de pensée ou de décision les plus déterminés ne résistent pas. Seuls les systèmes flexibles, ouverts, à détermination minimale ou variable, ou encore à identité réglable, c'est-à-dire des systèmes qui comportent eux-mêmes une dose non négligeable d'incertitude et d'indécidabilité, s'adaptent et peuvent prétendre à une relative efficacité. En d'autres termes, il faut des catégories pratiques et floues de raisonnement pour parvenir à penser ou à maîtriser des situations devenues incertaines, par trop éclatées ou paradoxales. Et il n'y a là, dans une telle posture, nulle spéculation ou déraison. Depuis longtemps la physique et les mathématiques elles-mêmes ont montré qu'il est possible de développer un processus non seulement de connaissance, mais également de maîtrise et de production utile, concrète, à partir de l'incertitude, de l'incomplétude, du chaos, de l'indéterminé, du discontinu, d'ensembles flous, de variables aléatoires, de logiques contradictoires qui sont celles du tiers-inclus où une chose peut

appartenir à deux classes complémentaires, du réversible, du déséquilibre, de la catastrophe, de la bifurcation, du non-prévisible, etc. Les théorèmes attachés à la découverte de cette nouvelle vision du monde ont émaillé l'histoire scientifique du XX^e siècle. Quant aux sciences de l'homme

8. Lyotard J.-F., *La condition postmoderne*, Éditions de Minuit, 1979.

9. Barel Y., *Le paradoxe et le système*, PUG, 1978; ou encore Amiot M., Billiard I. et Brams L. (textes rassemblés par), *Système et paradoxe. Autour de la pensée d'Yves Barel*, Seuil, 1993.

et de la société, elles ne sont pas non plus en reste dans ce type de démarche. Yves Barel, par exemple, spécialiste s'il en est du paradoxe, a bien mis en évidence, à travers un corpus d'une exceptionnelle érudition, qui inclut les disciplines de l'histoire, de l'économie, de la politique, de la psychologie, des religions, que les hommes ne pouvaient espérer contrôler des situations paradoxales⁹ qu'en élaborant des contre-stratégies elles-mêmes paradoxales admettant en leur sein la contradiction logique.

Le quartier, tel qu'il apparaît chez les acteurs, c'est-à-dire indéfini, labile, contradictoire, est l'expression même du développement d'une contre-stratégie paradoxale en réponse à la situation paradoxale créée par les pressions valorisantes et dévalorisantes dans tous les domaines, le social aussi bien que le politique ou l'économique. Maintenir la notion de quartier dans l'indétermination permet de s'y référer pour agir sur deux ou plusieurs plans à la fois et de manière contradictoire, parce que la situation devenue paradoxale, c'est-à-dire éclatée, insaisissable, oscillante en permanence d'une contradiction à une autre, n'offre pas d'autres possibilités.

Dans l'esprit des acteurs, et ce n'est là qu'un exemple ou qu'une application parmi tant d'autres, le quartier peut servir tout à la fois l'universel, porté par le discours républicain de l'égalité de traitement pour tous les habitants, et le particulier, qui se traduit dans les discours comme dans les faits par le souci pragmatique d'agir «*au cas par cas*», «*au millimètre*», «*en fonction du contexte*», «*selon les cibles*» ou «*les singularités des problèmes ou des questions*», que ces singularités soient celles des populations, des espaces bâtis ou de l'histoire «*unique*», «*sans pareil*» des lieux considérés, etc. Toutes ces expressions font intégralement partie du langage courant des acteurs interrogés. Illustration :

«*Même s'il y a des orientations politiques dominantes, il y a toujours des adaptations en fonction des caractéristiques d'un quartier, des problèmes sociaux et économiques qui s'y posent, de la venue de tel type de population ou au contraire de l'ancrage depuis très longtemps de tel autre type de population. Enfin tout ça, ce sont des choses qui se pondèrent au millimètre*».

Les modalités de la pensée pratique en urbanisme

L'urbanisme pratique se décline selon cinq aspects différents ou plutôt selon cinq modalités possibles. L'urbanisme pratique est un *urbanisme non spatialiste* ou non globalisant, un *urbanisme performatif* ou non directif, un *urbanisme intégrateur* ou systémique et non systématique, un *urbanisme apophatique* ou urbanisme en négatif, enfin, un *urbanisme politique* et non plus techniciste. Ces cinq modalités découlent l'une de l'autre, sans hiérarchie. Il suffit de commencer à se pencher sur l'une d'elles pour aboutir presque inmanquablement aux quatre autres. Ces modalités se soutien-

nent mutuellement, ne s'expliquent de manière satisfaisante que l'une par rapport à l'autre, mieux encore, que si nous les embrassons sous un même regard.

L'urbanisme non spatialiste

Le spatialisme est la vision prônée par un certain urbanisme, celui de la théorie et de la planification, aujourd'hui en retrait, selon lesquelles il existe un lien direct, mécanique et univoque entre espace construit et vie sociale. L'urbanisme spatialiste est ainsi idéologie de l'espace contenant ou de l'espace inducteur, c'est-à-dire de l'espace construit qui implique ou développe certaines pratiques d'habiter et en censure d'autres. Pour l'urbanisme spatialiste, l'espace construit transcende la vie sociale pour le meilleur et pour le pire. Dès lors, l'urbanisme spatialiste est logiquement amené à considérer qu'il est et ne peut être que l'instrument principal non seulement du bien ou du mal habiter, mais également du bien et du mal vivre tout court. Inutile de revenir sur la désormais célèbre formule : «*L'urbanisme est la clé du bonheur de l'homme*». Par là même, il est plus aisé de comprendre ce qui unit de manière indéfectible le spatialisme et la pensée théorique en urbanisme. L'urbanisme théorisé est nécessairement un urbanisme spatialiste. Changer la société, pour la rendre meilleure, pour la sauver d'elle-même, pour la régénérer, c'est dans l'optique de l'urbanisme théorisé changer l'espace construit de manière radicale, c'est-à-dire changer la ville de fond en comble, la faire et la refaire à coups de *tabula rasa*, de grands gestes d'architecture urbaine sur de vastes pans de territoires et d'utopies ou de cités idéales imaginées sur le long terme. Certaines déclarations, telles celles de Le Corbusier, par exemple, ne devraient pas être oubliées tant elles sont symptomatiques de cet urbanisme à la fois spatialiste et sûr de son rôle qui a compté de si nombreux précurseurs et descendants. «*Tout est à faire ! Tâche immense !*», proclamait Le Corbusier, en contemplant Paris, ou encore : «*Mon devoir à moi, ma recherche, c'est d'essayer de mettre cet homme aujourd'hui hors du malheur, hors de la catastrophe*»¹⁰.

Cependant, s'il fallait donner une date, le début des années 80, selon ce que nous pouvons observer à travers nos enquêtes passées auprès des professionnels de la ville, et ce durant une longue période de quinze ans, marque une inflexion vers ce que nous appelons un urbanisme pratique qui, pour le dire schématiquement, semble succéder au vieil urbanisme théorisé. Et, s'il est un signe qui ne trompe pas sur cette mutation, c'est bien celui de l'érosion de l'idéologie spatialiste. En clair, à quinze ans d'intervalle, les mêmes urbanistes interrogés ne tiennent plus le même discours quant au rôle joué par

10. Damisch H., «*L'arche de Noé*», *Critique*, n° 476-477, 1987, pp. 16 et 18.

l'espace construit dans la question du bonheur ou du malheur de vivre en ville ou ailleurs.

Ainsi, avant les années 80, les urbanistes qui travaillaient et travaillent toujours à Échirolles, par exemple, commune proche de Grenoble, n'hésitaient pas à proclamer leur idéologie spatialiste, leur attachement aux grands gestes fondateurs et à l'utopie inhérente à leur métier: «*Nous sommes au cœur des relations entre le problème spatial et le problème social*»; «*Il importe de créer des espaces propices aux rencontres, aux échanges et capables de susciter le sentiment d'appartenance*»; «*Il faut organiser l'espace urbain de manière à ce que les gens rompent avec un certain nombre de nostalgies*», etc. Et sur l'utopie: «*Il faut reconnaître que nous sommes dans l'utopie, que l'on vit en permanence avec elle. Pourquoi? Parce que gérer, urbaniser, c'est faire la part de cette utopie dont on a besoin quotidiennement. J'ai de l'utopie à revendre, sinon je ne ferais pas ce boulot.*»; «*On ne fait rien sans l'utopie, ce qui s'appelle rien. Elle est toujours cette espèce d'horizon et on passe sa vie à essayer de s'en approcher*»¹¹.

Les mêmes donc, sur les mêmes lieux, quinze ans après, déclarent sur un tout autre ton, à la fois modeste et ouvert, que l'économique notamment, et non plus l'espace construit, constitue le facteur décisif et par conséquent explicatif du bon ou du mauvais fonctionnement de la vie sociale moderne, et plus particulièrement en ce qui concerne les banlieues de grands ensembles en difficulté si décriées auparavant pour la piètre qualité de leur architecture et de leur urbanisme: «*La banlieue est caractérisée par une crise économique*»; «*Le problème numéro un, le plus répandu, c'est la paupérisation des gens qui y habitent. C'est le fait qu'ils sont de plus en plus pauvres, parce que, pour la plupart, ils ont un problème face à l'emploi qui rend les choses catastrophiques*»; «*À une époque où il y avait du boulot pour tout le monde, il y avait une espèce d'euphorie. Aujourd'hui je suis devenu beaucoup plus humble*»; «*Étant moi-même de formation urbaniste, je peux dire qu'on est très loin de la culture de l'utopie et du projet grandiose autrefois trimbalé par les urbanistes*».

L'urbanisme performatif

Qu'il soit radical ou non, ou plus ou moins radical, l'urbanisme théorisé repose sur une rationalité édicatrice et organisatrice de l'espace de type linéaire où les différentes phases, depuis la définition des objectifs jusqu'à la livraison du projet réalisé, en passant par la mise en place des outils institutionnels et opérationnels appropriés, se succèdent selon un déterminisme en cascade sans retour possible, sans rétroaction décisive, par exemple, sur les objectifs ou les programmes initiaux en vue de leur redéfinition compte tenu des premiers résultats concrets obtenus.

L'urbanisme peut être qualifié d'urbanisme pratique quand son action consiste, non plus à livrer en expert des solutions élaborées par ses seuls soins, pas même à soumettre ses solutions au débat public, mais, dans sa

visée au moins, à trouver des solutions à partir du débat public. L'urbanisme pratique est l'urbanisme qui n'a pas de véritable projet ou de solution avant le débat public, mais après seulement le débat public. Du moins espère-t-il qu'il en sera ainsi. C'est là sa méthode, son cheminement. Ce qui signifie que l'urbanisme pratique, et parce qu'il est à pensée faible, attend que le projet résulte du débat public, à partir de la contribution en savoirs, informations ou compétences de tous les partenaires concernés, élus, décideurs économiques, mais aussi habitants aux côtés des urbanistes. «*Les grands ensembles correspondaient à un modèle, or on n'a plus de modèle. Alors on cherche et on pense que l'on va peut-être trouver une solution du côté des habitants et de la parole habitante*», dit l'un de nos urbanistes interrogés; un autre: «*Dans beaucoup de cas de projets d'aménagement, on n'a pas d'idée encore bien arrêtée. On cherche et toutes les suggestions sont les bienvenues*».

Le débat public tel qu'il est idéalement envisagé dans l'urbanisme pratique n'est pas un débat sur le projet, mais un débat *pour* le projet, c'est-à-dire un débat qui sert à la découverte du projet lui-même. En ce sens, la démarche de l'urbanisme pratique se veut non pas normative et prescriptive, mais heuristique et performative. Ce n'est pas la ligne droite qui traduit le mieux la dynamique de tels échanges. La figure du cercle conviendrait davantage, car c'est plutôt un va-et-vient des questions et des propositions entre les différentes parties prenantes d'un projet qui s'effectue sur le mode de l'évolution circulaire ou sinusoïdale, mieux: solénoïdale. Le solénoïde, en effet, est formé par l'enroulement d'un fil en spirale régulière autour d'un axe fictif, et dont chaque tour de spire permet de mieux définir cet axe et sa visée. Le projet à élaborer correspondrait en quelque sorte à cet axe de solénoïde, et le débat public aux tours de spires successifs qui progressivement définissent l'axe indéterminé au départ. Illustrations, toujours à partir de nos entretiens d'acteurs: «*Il y a des systèmes d'aller-retour. Avant que de faire du dur ou quelque chose de plus définitif, on préfigure un usage avec quelque chose qui est provisoire. On voit comment ça fonctionne et puis on réadapte*»; «*On est amené à faire les choses par touches, puis à observer, puis à corriger le tir*»; «*On peut parler d'une mise en œuvre plus souple des projets, plus évolutive*».

Ainsi, l'urbanisme pratique n'entend plus relever du cadre référentiel marqué par les logiques duelles du type offre/demande, question/réponse, problème/solution, ou encore conception/usage, commande/projet, expertise/décision. Dans le nouveau cadre de référence dans lequel souhaite s'inscrire l'urbanisme pratique, les clivages s'estompent et les rôles se brouillent. L'usage peut se faire aussi conception, la demande peut et doit se

11. Chalas Y. et Torgue H., *Le complexe de Noé ou l'imaginaire aménageur*, Plan Urbain/CEPS, 1987.

faire offre, la connaissance, la réponse, la décision ne sont plus des opérations séparées dans le temps, en phases distinctes, ou selon la fonction ou la spécialité des partenaires, car il est postulé que tout un chacun détient au moins une part de la compréhension des problèmes qui se posent et également une part des solutions possibles à produire. Ce postulat est énoncé sous de multiples versions par les professionnels de la ville, mais toujours de manière très directe : « *Le problème peut être posé soit par les uns soit par les autres, cela me paraît clair* » ; « *Vous, habitants, détenez la solution avec nous ; vous pouvez nous aider, nous, pouvoirs publics, à élaborer de nouvelles solutions. On ne fera pas sans vous* » ; « *C'est vrai qu'il y a un stade préalable qui est l'information, et il y a un autre stade que j'appellerais, moi, l'information réciproque* » ; « *Une démarche de diagnostic partagé, c'est-à-dire le montage d'un certain nombre de groupes de travail mixtes – élus, habitants, techniciens – qui essaient de décanter un certain nombre de questions* ».

Débat, confrontation, négociation, compromis ou consensus, oui, ces modalités de l'agir peuvent être considérées comme les référents de l'urbanisme pratique, non pas en ce qu'ils seraient seulement des éléments de médiation entre des positions bien assurées par chacun et, par là, entre des projets différents, mais en ce qu'ils sont, ou cherchent à être, au service de référents plus fondamentaux, tels l'information réciproque, le diagnostic partagé, la découverte collective et progressive du projet (l'élaboration solénoïdale du projet), l'implication de chacun dans le projet.

L'urbanisme intégrateur

Dans un processus d'intégration quel qu'il soit, le tout est plus grand que la somme des parties, certes, et il est aussi autre chose, mais surtout, il n'existe pas avant les parties, avant la réunion des parties. Cet aspect, le plus essentiel de l'intégration, demeure par trop négligé. Ce ne sont pas les parties qui s'agrègent à un tout donné à l'avance, ce sont les parties elles-mêmes qui s'interpellent et donnent naissance dès ce moment là, et seulement dès ce moment là, à un tout. Le phénomène d'intégration dans cette optique signifie avant toute chose adaptation réciproque de toutes les parties prenantes, grandes ou petites, compromis entre des objectifs de toute nature, et, plus fortement encore, aboutissement, avec ce que cette dernière notion suppose d'innovation, d'invention, de création.

L'urbanisme se fait intégrateur car il prend acte du fait que nos territoires contemporains deviennent plus fluides, plus mobiles, plus multiples, plus flous aussi, plus indéterminés, plus incertains, plus imprévisibles, en un mot plus complexes. Devant, ou plutôt dans cette complexité,

l'urbanisme s'adapte en privilégiant les logiques issues des systèmes combinatoires¹², c'est-à-dire les interactions diverses et inscrites dans l'espace et dans le temps entre différents partenaires, plutôt que celles issues d'une rationalité linéaire, univoque et séquentielle, guidée par une



Louis Besson dans une cité réhabilitée

ambition de maîtrise radicale et conformatrice de l'espace quelle que soit son étendue. Dans un contexte de haute complexité, les informations, les connaissances, les données sont mouvantes et dispersées. Nul individu, nulle institution ne peut prétendre les posséder en totalité ou même être en mesure de les capitaliser. Leur saisie requiert une collaboration plurielle et relève de la recomposition. Seule une attitude flexible¹³, ouverte, attentive à chaque fois, pour chaque projet, aux forces en présence, aux expressions, aux trajectoires, mais aussi aux opportunités et aux potentialités, a des chances de réussir. Dans un univers devenu complexe, la capacité à combiner, entrecroiser, réunifier selon les situations et donc dans une portée limitée, compte plus que l'opiniâtreté à imposer une grande idée ou une grande vision. En d'autres termes, c'est la caducité même de l'urbanisme théorisé devenue imagerie qui promeut l'imagination vive de l'urbanisme pratique. Nos interviewés nous ont révélé cette dimension intégratrice nouvelle de l'urbanisme : « *On ne peut plus se payer le luxe de faire contre* » ; « *Une action, je pense que cela sert, quelle qu'elle soit, à partir du moment où elle est collective* » ; « *Il y a toute une technicité à inventer de la relation à une population qui est de plus en plus plurielle et diversifiée* » ; « *On s'est rendu compte que réussir l'insertion sociale d'une personne, c'est essayer de l'éloigner au mieux de la prescription sociale* » ; « *On est en train d'organiser des réunions*

12. Janvier Y., *L'aménagement urbain face aux nouveaux enjeux de société*, rapport METL, 1994.

13. Lorrain D., « *Après la décentralisation, l'action publique flexible* », *Sociologie du travail*, n° 3, 1993.

collectives pour mettre le problème sur la table et pour que les uns et les autres fassent des propositions. Et sincèrement, aujourd'hui, je ne sais pas à quoi cela va aboutir»; «Je ne sais pas comment il faut imaginer les choses. Par rapport à différents problèmes, sincèrement je m'interroge comme les habitants».

L'urbanisme apophatique

Est apophatique la manière de penser ou d'agir qui relève de la logique d'évitement, de la logique en creux ou encore de la morale négative. Est apophatique, en d'autres termes, l'attitude qui consiste à se préoccuper davantage du mal que du bien, du négatif que du positif, de l'extérieur que de l'intérieur, du superflu que de l'essentiel, etc., et ce par stratégie, de façon à laisser au bien, au positif, à l'intérieur, à l'essentiel le plus de chances, de possibilités et de liberté d'exister. L'apophatique procède du détour et non du frontal, de la préservation et non de la maîtrise.

Pour mieux comprendre ce que peut être l'apophatisme, il faut savoir qu'il peut ressortir également à l'ordre du religieux et même du politique. Ainsi, une certaine approche de la divinité a été, et peut être encore, apophatique en ce qu'elle évite, par crainte du sacrilège, mais surtout par difficulté à élaborer un savoir sur la divinité, de prononcer tel quel le nom de Dieu, de chercher à répondre



Visite d'une animation socio-culturelle proposée par la ville de Grenoble aux enfants du quartier Mistral durant l'été

directement à la question de ce qu'est Dieu et encore moins à celle de qui est Dieu. Ce type de raisonnement religieux est le suivant : il y a plus de chose dans la divinité que ne peut en concevoir l'esprit humain. De sorte que concevoir Dieu, outre que c'est inverser de manière blasphématoire le sens de la Création, puisque Dieu conçoit l'homme et non le contraire, c'est opérer aussi une réduction appauvrissante de la notion divine pour l'homme lui-même. Il n'y a pas d'intérêt pour l'homme à être clair, net et précis avec Dieu, du moins conceptuellement. Partir

d'une idée bien définie et complète de Dieu, c'est forcément prendre le risque de limiter les chemins que les hommes empruntent à leur insu même pour monter vers Dieu. Selon la logique apophatique, à tout prendre, mieux vaut encore dire ce que n'est pas ou qui n'est pas Dieu, pour avoir le plus de chances possibles de le rencontrer.

De la même manière, la démocratie la plus laïque procède elle aussi, et dans ses principes les plus fondamentaux, d'une logique apophatique. L'État dans une démocratie n'a pas pour fonction de faire le bien ou de dire ce qu'il est. Son rôle consiste plutôt à éviter que la vie sociale ne se transforme en enfer. Ce qui, pour le moins, est une nuance. Que demande la démocratie depuis toujours à l'État ? Qu'il garantisse l'existence d'étendues informelles à l'intérieur desquelles l'exercice effectif de la liberté puisse se développer. Qu'il organise au mieux les conditions extérieures et collectives qui permettent aux individus de vivre selon ce qu'ils considèrent être le bien ou leur vocation. Qu'il empêche les oppressions réciproques sans opprimer en leur nom. A partir de quoi, chacun pourra trouver sa félicité, si tant est que cette notion ait une réalité en ce bas monde. Les démocraties disent :

«Entendons-nous sur ce que peut être le mal ». La démocratie est une pensée faible du bien.

Par urbanisme apophatique, il faut donc entendre que l'urbanisme est conduit à se préoccuper non plus du bonheur pour tous, comme le préconisait l'urbanisme théorisé, mais de la moindre contrainte ou du moindre mal pour chacun dans l'élaboration du projet. Par là, il faut entendre également que l'urbanisme pratique, et à pensée faible, recoupe certains aspects de la logique procédurale. En effet, par rapport à la problématique de l'intérêt général, l'urbanisme pratique dans sa version apophatique pose méthodologiquement le vide ou l'énigme comme point de départ de son action et non le plein ou un contenu quel qu'il soit. Il ne part pas de l'intérêt général qui existerait a priori, qui serait déterminé ou connu dans sa substance¹⁴ avant toute action, mais il y aboutit en le recherchant et en le produisant collectivement en fonction des projets. Voici sur cette question un échantillon de la retranscription de nos entretiens :

«Les urbanistes eux-mêmes sont devenus plus modestes»; «On sait que l'on peut se tromper»; «Mon rôle à moi est de travailler autour d'un certain nombre d'interventions et de projets de façon à éviter les effets réactifs»; «Nous nous adressons aux habitants pour leur dire : aidez-nous à gérer mieux, aidez-nous à définir ce qui est la marge du correct et de l'acceptable»;

14. Scherrer F., «Le développement durable va-t-il traverser l'Atlantique?», Cahier TTS, n° 30, 1995.

«*Quel que soit le projet, il faut partir le plus en amont possible avec les habitants et puis ne pas hésiter à exprimer nos propres hésitations. Voilà, c'est ça. Si nous, on se pose des questions, et bien autant dire qu'on se pose des questions*»; «*Je ne vous dis pas que l'on n'a pas quelquefois la tentation d'imposer des choses, mais on essaie de limiter ce travers*»; «*Quelquefois même, sur certains projets, on peut prendre une solution qui n'est pas la meilleure mais qui sera mieux acceptée par les habitants et qui, de ce fait, devient la meilleure*».

L'urbanisme politique

La politisation de l'urbanisme ou l'urbanisme politique, cela signifie en premier lieu et concrètement, non pas seulement que les politiques occupent la scène publique qui est celle de l'urbanisme et qu'ils sont au contact direct avec les habitants à même le terrain, car ils ont toujours eu plus ou moins ce type de pratique, mais que ce sont les politiques plus que les techniciens qui aujourd'hui, sur la question des quartiers, de la ville et des projets, répondent ou offrent, entendent ou proposent et négocient des solutions.

La politisation de l'urbanisme, cela signifie ensuite et plus fondamentalement que le débat public et ouvert d'essence politique sur l'organisation de la ville et de l'être-ensemble dans la ville devient davantage la garantie d'un meilleur urbanisme ou d'un urbanisme optimal que l'excellence technique, esthétique, fonctionnelle et rationnelle, ou même que l'idéologie en tant que discours construit sur le social, avec un contenu structuré, un plein de sens, des énoncés précis, des propositions et des solutions.

En conséquence, dans l'urbanisme politique en tant que facette ou version de l'urbanisme pratique, le terme de politique renvoie à moins de transcendance et à plus d'immanence. C'est la politique comprise comme offre de politique en direction des habitants, c'est la politique en tant qu'appel à l'invention ou à la réinvention de la cité par elle-même. Et l'air du temps que l'on hume dans les services d'urbanisme municipaux ne nous trompe pas sur ce point. Les modèles techniques tout autant que les constructions théoriques y sont tenus pour suspects; il s'agit d'être pragmatique. «*On a besoin d'un discours et d'un vocabulaire qu'on ne trouve pas dans la théorie*», est-il possible d'entendre à Chambéry, au plus haut niveau de responsabilité en matière d'urbanisme et d'aménagement, ou encore: «*À la science infuse, il faut toujours préférer la science diffuse et il en est bien ainsi des savoir-faire urbains*»¹⁵.

Le terrain grenoblois est tout aussi révélateur. Quand il est question de l'urbanisme grenoblois, il est inmanquablement fait allusion au «*mythe de Grenoble*». Or, à propos de ce mythe, il faut retenir deux choses essentielles sur lesquelles s'accordent tous ou presque les observateurs ou les commentateurs, qu'ils appartiennent à la ville ou non. En premier lieu, les dates qui positionnent

la durée ou l'apogée de ce mythe dans l'urbanisme grenoblois: 1965-1980; elles constituent un découpage historique qui corrobore bien le fait selon lequel le début des années 80 constitue un tournant dans la manière de penser et de faire l'urbanisme¹⁶. Ensuite, le contenu même du mythe qui peut se résumer en trois formules abondamment reprises par les politistes et les sociologues qui se sont penchés sur cette période: «*renaissance du réformisme technicien en France*¹⁷», «*équation modernisation-dépolitisation*¹⁸», «*verbalisme idéologique inflationniste*¹⁹». À Grenoble, à l'époque, traiter les problèmes de la cité c'était le faire en fonction des données les plus récentes de la technique – Dubedout, c'était l'ingénieur qui faisait du bien à la cité – et c'était aussi nourrir sans cesse par le discours une vision de ce que pourrait être la future et inéluctable société socialiste, ainsi que la nouvelle vie et la nouvelle ville qui en découleraient.

Aujourd'hui, dans l'urbanisme pratique qui tend à prendre le relais de l'urbanisme théorisé, les anciennes adhérences ou dialectiques entre sphère idéologique et sphère de la technique, que Jürgen Habermas avait analysées en tant qu'expressions d'une certaine forme de modernité²⁰, se sont délitées. Le quartier (et avec lui la ville dans son ensemble) n'est plus, ou n'est plus seulement ou prioritairement, l'aire d'application technique d'une théorie urbaine qui souhaite faire advenir une forme spatiale. La dimension formelle et technique du projet devient secondaire par rapport à sa dimension politique. En ce sens, il est possible de parler d'une déspatialisation de la question urbaine au profit de sa repolitisation.

Laissons pour finir encore une fois la parole aux acteurs: «*Nous veillons à ce que les contrats de ville ne soient pas pilotés par des gens qui viennent du hard*»; «*Il faut se faire à la raison qu'on ne peut tout équiper partout, d'une part et, d'autre part, que les attentes du citoyen ne sont pas que sur du matériel*»; «*J'ai 25 ans d'urbanisme communal. J'ai donc un peu de recul quand même maintenant. Et bien, je trouve que l'on a terriblement souffert d'une approche technocratique de la ville*»; «*Ma responsabilité est de mettre en forme et d'organiser des espaces de négociation avec les habitants*».

15. Cette dernière phrase n'est pas extraite de nos entretiens, mais du livre dont le maire de Chambéry est l'auteur: Besson L., *Lettre ouverte aux 400 000 Chambériens*, Éditions de l'Aube, 1994, p. 59.

16. La datation du mythe de Grenoble varie bien sûr selon les auteurs, mais à quelques années près seulement. De même, cette datation recouvre approximativement les trois mandats municipaux successifs d'Hubert Dubedout, de 1965 à 1983.

17. Lavau G., «*Réflexions sur le mythe de l'élection grenobloise*», *Revue française de science politique*, n° 5, 1965.

18. Viansson-Ponté P., *Le Monde*, 30 mars 1965.

19. Bruneteau B., «*Un usage politique de la modernité: le mythe de Grenoble (1965-1975)*», *XX^e siècle, Revue d'histoire*, Fondation des sciences politiques, Automne 1997.

20. Habermas J., *La technique et la science comme idéologie*, Gallimard, 1973.

Une gouvernance ouverte au débat public

L'urbanisme à pensée faible rejoint par bien des aspects les logiques et les méthodes qui sont celles de la gouvernance. Il se pourrait même qu'à l'origine cet urbanisme pratique relève de telles logiques et de telles méthodes et que de ce fait il ait contribué, et continue pour partie de le faire, au développement de ce mode de « gouvernement » postmoderne. Cependant et en tout état de cause, l'urbanisme à pensée faible ne se borne nullement à n'être qu'une traduction fidèle ou une application pure et simple de la gouvernance sur le terrain de l'urbanisme. L'urbanisme à pensée faible est expérimenté pour l'essentiel comme un dépassement de la gouvernance, du moins de la gouvernance telle qu'elle paraît aujourd'hui conçue et mise en œuvre. Si l'on devait juger de l'urbanisme à pensée faible à l'aune de la gouvernance, il faudrait dire de cet urbanisme qu'il est une sorte de gouvernance ouverte, c'est-à-dire une gouvernance qui ne limite plus l'accès au cercle de la décision et de l'action aux seuls institutions et agents économiques, mais qui au contraire élargit ce cercle au débat public, même si un tel élargissement se paie non seulement d'une consommation considérable voire excessive en temps et en énergie dans l'élaboration des projets, mais aussi et surtout d'un empiètement par les associations d'usagers, ou le simple usager lui-même, des domaines traditionnellement dévolus à la puissance publique²¹ et à l'autonomie de l'économique en matière de production et de reproduction de la ville.

En conséquence, tant par ses perspectives de déploiement, en ce qu'il entend faire place au plus grand nombre possible de compétences et de points de vue, que par ses fondements, puisqu'il se veut centré sur la pratique et non plus sur la théorie, l'urbanisme à pensée faible est un urbanisme qui se définit d'abord par sa potentialité à se mettre à la disposition de tous pour être produit par tous et non plus par les seuls professionnels du spatial socialisé. De par ses modalités même de fonctionnement, l'urbanisme à pensée faible se prémunit contre le fossé qui clas-

siquement sépare les forums de débat, où l'opinion des habitants est mobilisée, des institutions où, parce qu'elles sont spécialisées et fonctionnelles, les projets ont toujours été effectivement négociés et décidés. L'urbanisme à pensée faible s'emploie d'une certaine manière à rendre moins éloignées l'une de l'autre démocratie participative et démocratie représentative.

Reste cependant en suspens dans cet urbanisme pratique la question politique. Certes, cet urbanisme est irréductiblement politique, puisque toute action qui consiste à prendre en considération la pluralité des forces et des buts inhérents à la vie sociale est par essence une action politique. Mais l'ambiguïté demeure irrésolue en ce qui concerne plus précisément les finalités politiques de cet urbanisme ou, en d'autres termes, les causes politiques que cet urbanisme peut servir. Ces finalités ou ces causes ne peuvent-elles pas être de toute nature ? Bien que né, à ce qu'il semble manifestement, dans des contextes municipaux de gauche, cet urbanisme n'est-il pas en mesure d'échapper à son berceau pour se développer également dans des villes où la gestion appartient à la droite ? N'encourt-il pas même le risque que des formes plus radicales ou plus extrêmes de politiques, de droite comme de gauche, ne se l'approprient ? A partir du moment où cet urbanisme se refuse à se doter de finalités ou de causes politiques, par défiance à l'égard de toute idéologie, utopie et théorie, la question mérite d'être soulevée.

Yves Chalas

15. Voir par exemple l'action du Conseil communal de concertation (CCC) mis en place par la Ville de Lille en 1996 pour favoriser le développement de la démocratie participative. Une enquête menée par le journal *Le Monde* du 21 août 1998 traduit en ces termes le mode de fonctionnement novateur de ce conseil : « Le CCC est composé de 120 représentants de tout ce qui bouge et vit à Lille : institutions, associations ou clubs... Instance consultative, parfois saisie par le conseil municipal, le CCC est libre de choisir ses champs d'investigations et de propositions... il donne son avis sur tout, ou presque, et aime être entendu. Il lui arrive même de sortir de son strict domaine de compétence. C'est ainsi qu'il y eut un vrai malaise, au printemps, lorsqu'il se prononça sur le SDAU... La compétence en la matière relevant de la communauté urbaine. Il n'empêche que ses observations ont été prises en compte dans le projet définitif et annexées dans le cahier des charges ».

> *Yves Chalas* est chargé de recherche au CNRS et enseignant à l'Université Pierre Mendès France de Grenoble. Il travaille au CRESSON (Centre de recherche sur l'espace sonore et l'environnement urbain). Son domaine de recherche concerne l'imaginaire social dans ses rapports avec l'urbanisme et les pratiques d'habiter. Il est co-auteur, avec Geneviève Dubois-Taine, du livre intitulé *La ville émergente*, paru aux Éditions de l'Aube en 1997. Cet article est issu d'une recherche menée avec Jean-Pierre Gaudin et Philippe Genestier pour le Plan Construction et Architecture sur la pertinence de la notion de quartier dans les politiques urbaines.